

NOUVEL ÉTAT D'ALERTE POUR HUGO BLANCO

La reprise du procès contre Hugo Blanco est imminente. Les « vacances » judiciaires sont terminées, et le Conseil suprême de Justice militaire va bientôt siéger et, au nom d'une pseudo-justice, décider du sort de Hugo Blanco et de ses camarades. Si la campagne de solidarité avec Hugo Blanco ne s'est pas ralentie pendant ces dernières semaines, il est impératif maintenant, non seulement qu'elle continue, mais qu'elle prenne une ampleur nouvelle. Il ne suffit pas de gagner du temps, de faire repousser le procès ; ce qu'il faut obtenir, c'est la vie et la liberté pour Hugo Blanco et ses compagnons de bague.

Dans cette lutte contre la mort, l'appui et la solidarité révolutionnaires doivent se manifester plus que jamais. Le meeting de solidarité du 10 avril que prépare le Comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou doit être l'expression d'une volonté d'être jusqu'au bout avec les combattants péruviens. Au travers du soutien aux victimes de la réaction de ce pays lointain s'éveille la conscience de l'enjeu universel dont la lutte au Pérou n'est qu'un moment et qu'une parcelle : c'est la lutte de tout le continent latino-américain pour sa libération sociale, c'est la lutte des peuples contre l'impérialisme, et d'abord contre l'impérialisme américain. En ce sens, les luttes d'Amérique latine rejoignent la lutte du Vietnam dont elles sont un soutien objectif.

Une objection nous a été faite à l'encontre de la lutte qu'a menée Hugo Blanco, objection venant d'ailleurs de militants qui œuvrent pour sa libération avec ardeur : en allant organiser les paysans, Hugo Blanco se serait détourné du principal terrain de bataille révolutionnaire que sont les villes industrielles ; son emprisonnement serait la sanction d'une erreur stratégique, d'une incompréhension du rôle dirigeant du prolétariat urbain. Cette critique méconnaît à la fois ce qu'a été la lutte de notre organisation-sœur, le FIR (et avant lui de tous les révolutionnaires, et en particulier des trotskystes péruviens) et les conditions sociales du Pérou où une masse de paysans misérables et sans terre est prête à se dresser les armes à la main pour expropriés les expropriateurs. C'est au prolétariat qu'il appartient justement de donner une direction marxiste à cette force révolutionnaire potentielle qu'est la paysannerie misérable. Et c'est ce que Hugo Blanco a su comprendre et réaliser, donnant ainsi une solution neuve et originale à un principe fondamental de la théorie de la révolution permanente. En montrant cette voie, aurait-il préconisé l'abandon de la lutte dans les villes ? Il n'en est rien, et

la preuve en est le mouvement de grève de la construction civile, mouvement le plus important de l'année, dirigé contre la politique menée par l'oligarchie du régime contre les travailleurs. La séquestration par la police de Isidoro Gamarra, président du Comité national de grève des travailleurs de la construction civile, témoigne d'ailleurs que la répression frappe indistinctement ouvriers et paysans.

Le F.I.R. et le Comité de défense des

LE CONGRÈS DE LA J.C.R. POUR HUGO BLANCO

Le 1er Congrès national de la Jeunesse communiste révolutionnaire réuni les 24, 25, 26 et 27 mars 1967 à Paris, à la veille de la reprise du procès contre le militant Hugo Blanco et contre les emprisonnés politiques péruviens, manifeste sa solidarité avec le combat qu'ils mènent contre l'impérialisme américain et pour la libération nationale et sociale du Pérou.

Le congrès réclame l'amnistie générale pour tous les emprisonnés politiques péruviens, la liberté pour Hugo Blanco et ses camarades, menacés d'être condamnés à mort par un tribunal militaire.

Dirigeant de la Fédération des paysans du Cuzco, initiateur de la réforme agraire, président du F.I.R., Hugo Blanco ne doit pas mourir.

Nous réclamons avec la Fédération universitaire des étudiants du Cuzco la révision d'un jugement truqué et la libération de ceux qui, comme le peuple vietnamien, luttent contre les agresseurs yankees.

HUGO BLANCO EN ARGENTINE

A la suite de la correspondance que nous avons publiée dans notre dernier numéro, un lecteur nous demande des précisions sur le P.O.R. argentin auquel appartient Hugo Blanco en 1963. Il s'agit du parti trotskyste qui appartenait, à cette époque de division de notre mouvement mondial, au Comité international. Les éléments de cet ancien parti sont, depuis la réunification de 1963, membres de la Quatrième Internationale, et forment sa section argentine.

droits humains (comité de solidarité péruvien qui rassemble en front unique toutes les organisations ouvrières péruviennes) manifestent d'ailleurs leur parfaite compréhension du caractère complémentaire des différents fronts de lutte au Pérou quand ils reprennent l'appel de Hugo Blanco en faveur des « expropriateurs » (voir la lettre de H.B. dans notre numéro de janvier) dont il ne veut pas être dissocié. Rappelons qui sont ces hommes :

En 1961 et 1962, un groupe révolutionnaire mena à bien plusieurs expropriations de banques, et ceci en liaison avec le mouvement paysan de Hugo Blanco. Les militants qui ont participé à cette action, de nationalités diverses, sont un bel exemple d'internationalisme. Il s'agit entre autres des militants argentins Daniel Pereyra et Eduardo Creus, du militant espagnol José Martorell, des péruviens Arabon Candela (déjà jugé avec H. Blanco). Arrêtés en avril 1962, ils sont en prison dans les conditions infâmes des geôles péruviennes, et leur procès n'a toujours pas eu lieu. La défense de ces emprisonnés politiques doit devenir indissociable de la défense de Hugo Blanco et des paysans incarcérés !

La lutte s'étend aujourd'hui à tous les terrains ; la répression n'épargne personne ; la solidarité doit élargir sans cesse son champ d'action.

Tout ce qui est révolutionnaire est nôtre : telle doit être la formule de l'union dont la défense de Hugo Blanco est l'occasion. Et c'est le sens de la motion de solidarité votée par le Comité Vietnam national, réclamant l'amnistie pour Hugo Blanco et les emprisonnés péruviens politiques et sociaux.

IL FAUT ARRACHER HUGO BLANCO, DANIEL PEREYRA ET LEURS COMPAGNONS AUX PRISONS PÉRUVIENNES.

Adressez vos télégrammes et lettres de protestation demandant l'amnistie immédiate pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques au : Conseil suprême de Justice militaire, Consejo supremo de Justicia militar, Lima, Peru.

Adressez votre soutien financier à : Mme Andrée Dinouart, 30, avenue Carnot, Paris 17^e - C.C.P. Paris 13.419-97.

Protectez contre la détention sans jugement de Daniel Pereyra et de ses camarades en écrivant au

Dr GARCIA RADA
Président de la Cour suprême de justice
V^e tribunal correctionnel de Lima.
LIMA (Pérou).

Djibouti : l'escroquerie du référendum

La Côte des Somalis restera française. De Paris à Djibouti, en passant par Washington, Moscou et Addis-Abeba, tout le monde est satisfait. Incroyable, mais vrai : la campagne électorale en France, du P.C. aux gaullistes, n'a pas une seule fois mentionné Djibouti. Pour le P.C., c'est normal, son alliance avec les colonisateurs de la F.G.D.S. le lui interdisait ; de toute manière, pour le P.C., Djibouti. !

60 % de oui, c'est-à-dire que ce pourcentage représente exactement le nombre des nomades et des paysans tribaux de la brousse. 40 % de non, soit toute la population urbaine, prolétarienne et paysanne développée des alentours de Djibouti.

Il se trouve que ces deux chiffres, s'ils recouvrent une réalité sociale indéniable, sont aussi l'expression électorale de la division de la population du « Territoire de Djibouti » en deux ethnies : l'une, Afar (majoritaire, nomade et tribale, vivant dans la brousse de l'arrière-pays), l'autre, Issa, minoritaire, principale réserve de la main-d'œuvre urbaine dont le colonialisme a eu besoin, du fait qu'il changeait les structures sociales et économiques traditionnelles : ports, transports, postes, et surtout le personnel du chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba dont dépend étroitement l'empire d'Éthiopie.

Journaux bourgeois et gouvernement ont bien logiquement recouvert le problème social par les divisions ethniques, entretenues et utiles au gouvernement comme à l'administration locale.

Fortis du mouvement populaire qui s'était exprimé l'été dernier, les dirigeants nationalistes, représentants de la bourgeoisie indigène, se sont trouvés sans voie possible vers l'indépendance nationale qu'ils désiraient. Le choix net que leur offrit de Gaulle et son équipe était le suivant : « Demeurer, avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration, au sein de la République française, ou en être séparé. » Autrement dit, un statut néo-colonialiste FORT, ou l'abandon total. Dans ce deuxième cas, c'était Haïlé Selassié qui descendait de ses montagnes d'Éthiopie, avec une armée qui est la première d'Afrique, équipée et quasiment commandée par des Américains. Les conséquences en auraient été la déportation massive ou l'exécution de tous les nationalistes ou progressistes, et la chute à court terme, au besoin par les armes, du régime « socialiste africain » de Mogadiscio, en République Somalie.

Sans puissance armée, et avec la perte progressive du soutien des masses prolétaires urbaines, due à leurs hésitations de six mois, les dirigeants nationaux bourgeois se sont trouvés sans force pour manœuvrer, et, devant le danger de disparition de leur rôle social, représenté par l'Éthiopie, le ralliement à la solution gaulliste, celle d'un Djibouti aménagé, devenait pour eux la seule possible : serveurs directs du colonialisme, avec un pouvoir intérieur accru. Il leur fallait croire au mirage.

Le jeu démocratique lors des élections, véritable bluff du gouvernement français, n'a fait que traduire l'extrême faiblesse des mouvements populaires, sans véritable organisation et a fortiori sans direction de lutte. La preuve a été donnée de ce bluff lorsque des paras furent envoyés au moment des émeutes qui ont suivi les résultats des élections, et dans la nuit. Déjà, au Gabon, la force d'intervention avait apporté à la « légalité » l'ordre des mitraillettes.

C'est dans les 40 % de « non » qu'il faut trouver l'expression de la conscience de la population de la Côte. Tous Somalis, il est devenu facile de les caractériser comme étrangers, ce qui permet maintenant de les refouler en République Somalie, et surtout de paralyser leur action, en assassinant ou en emprisonnant les dirigeants du Parti du mouvement populaire, principale organisation.

Tout ne fait que commencer à Djibouti. L'insistance du gouvernement français à rester, alors que rien ne fonde apparemment cette attitude, cache des aspirations sur cette partie de l'Afrique, à moins qu'il ne soit question de stratégie militaire dans l'océan Indien.

La solution est à coup sûr dans l'indépendance. Son sort est sûrement lié à la chute du régime d'Addis-Abeba.

J. TOUBERT.

APRÈS LE PÉROU, LA BOLIVIE

Arrestations massives de dirigeants ouvriers

Prenant prétexte d'actions de guérillas récemment déclenchées en Bolivie, le gouvernement dictatorial militaire du général Barrientos a rompu les dernières apparences de légalité et a arrêté les dirigeants des quatre organisations révolutionnaires du pays qui agissaient depuis quelque temps en front unique assez étroit. Notre direction internationale a publié le 20 mars le communiqué suivant :

★

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale vient d'être informé que le gouvernement bolivien a procédé au début du mois de mars à une répression très étendue et très dure. Celle-ci a frappé les cadres dirigeants de nombreuses formations : P.O.R. (Parti ouvrier révolutionnaire trotskyste) (1), P.R.I.N. (parti révolutionnaire nationaliste de gauche), P.C. pro-chinois, M.N.R. (Mouve-

ment national révolutionnaire, ex-parti dirigeant).

Voici une première liste des militants arrêtés : Alejandro Carvajal, Eulogio Sanchez, Gabriel Guzman I., Guillermo Lora, Filimon Escobar, Victor Sosa, Oscar Sangines, Luis Canipa, Edwin Molter, Orlando Capriles, Carlos Daza L., José Palacios, Carrasco Marin, Alberto Jara Daza, Sinfioresa Cabrera, Oscar Zamora, Jorge Echazú Alvarado, Victor Reynaga, Nuflo Chavez Ortiz, Zanon Barrientos Manani, Miguel Lora, Amadeo Vargas, Felipe Villanueva.

Les prisonniers ont été déportés à Pokin, village éloigné de la région du Beni et qui a une réputation internationale de zone où sévit la lèpre ; à Ixianas et Puerto Rico, localités très malsaines de la « selva » ; à Ulla Ulla, dans la montagne près de la frontière péruvienne.

Le ministre Arguedas a, dans une déclaration faite à un quotidien de La Paz

le 2 mars, donné comme raisons de cette répression l'agitation subversive, la préparation d'une grève générale de type insurrectionnel, la préparation d'actes terroristes, etc.

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale demande que la plus large publicité soit faite sur cette répression déclenchée par la Junte militaire qui opprime le peuple bolivien, et appelle l'opinion publique internationale, et tout particulièrement le mouvement ouvrier, à intervenir pour exiger la libération de tous les militants boliviens actuellement emprisonnés.

(1) Le Parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.) de Bolivie est le produit récent de la fusion de deux partis du même nom, l'un, section bolivienne de la Quatrième Internationale, l'autre, parti de G. Lora. Cette fusion unifiait les forces trotskystes boliviennes.

Notre journal ne peut publier toutes les nouvelles du mouvement ouvrier et de notre Internationale. La grande presse néglige ou déforme une quantité d'événements qui n'entrent pas dans son optique des choses. C'est pour cette raison qu'a été créé

PERSPECTIVES MONDIALES (édition française de World outlook)

UN SERVICE DE PRESSE OUVRIER paraissant tous les 15 jours

Abonnez-vous, pour être informé comme un militant doit l'être !

Abonnement : 20 F. A Pierre FRANCK - C.C.P. 12648-46 PARIS